

Direction de la santé publique
et de la prévoyance sociale
du canton de Berne
M. Philippe Perrenoud
Rathausgasse 1
3011 BERNE

La Neuveville, le 31 mars 2011

Programmes d'occupation et d'insertion dans le cadre de l'aide sociale (POIAS) – remarques sur le programme de pilotage cantonal

Monsieur le Président du Conseil-exécutif,

Le Conseil du Jura bernois (CJB) a pris acte, dans sa séance du 30 mars 2011, de votre décision de désigner Regenove comme partenaire stratégique pour le Jura bernois. S'agissant du programme de pilotage cantonal, nous souhaitons porter à votre connaissance les deux remarques suivantes :

1. L'obligation de rendre au canton l'intégralité d'un éventuel bénéfice annuel est contraire aux principes d'une gestion économe des ressources par les prestataires. Il risque par ailleurs de favoriser une planification à court terme. Ce principe a d'ailleurs été abandonné dans le cadre de la révision en cours de l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociales (OPIS). Nous estimons que la SAP devrait reconsidérer cette question.
2. Le calcul des amortissements des bâtiments recèle le même genre de problème, dans le sens où il décourage les prestataires à occuper des immeubles existants, par exemple des friches industrielles, au profit de la construction de locaux neufs. Il s'agit là aussi d'un point à revoir selon nous.

Nous profitons par ailleurs de vous faire parvenir à titre d'information la copie d'une lettre que nous avons envoyée à la Députation, suite à sa demande pour que le CJB se saisisse du dossier, ainsi que la copie d'une précision rendue nécessaire en raison d'une affirmation incorrecte dans la lettre que la commune de Malleray vous a adressée.

En vous souhaitant bonne réception de notre courrier et dans l'espoir que vous saurez lui donner bonne suite, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président du Conseil-exécutif, nos salutations distinguées.

Conseil du Jura bernois

Le président :

Le secrétaire général :

Willy SUNIER

Fabian GREUB

Annexe : lettre à la Députation, lettre aux communes

Copie : communes ayant interpellé le CJB sur le sujet, SSEVT, GAS, CSP